

À la recherche d'étendues

Notre planète est toujours plus peuplée, mais les sols qui produisent notre nourriture sont un bien limité. Pour s'assurer matières premières et rentabilité, de riches investisseurs achètent des terres dans le monde entier. Des organisations de la société civile critiquent l'accaparement des terres et exigent des directives claires.

Les augures se sont souvent modifiés au cours des 200 dernières années pour l'agriculture. La population de l'Europe a été régulièrement confrontée à des pénuries alimentaires jusqu'au cours du 19^{ème} siècle, et les famines récurrentes

touchaient même la Suisse. Les augmentations de production et les importations ont fortement amélioré la situation de la population suisse au cours de la deuxième moitié du siècle. L'augmentation de l'offre a cependant transformé le marché des

denrées alimentaires auparavant dominé par les offreurs en marché dirigé par les demandeurs. Un seul critère de différenciation subsista pour les producteurs sur ces marchés alimentaires globalisés, le prix: Celui qui pouvait fournir encore

«Le monde a besoin d'investisseurs comme nous»

Theo Häni fait du courtage de terres agricoles pour des investisseurs étrangers. Il cultive avec sa famille un domaine de 1000 hectares en Roumanie. Le bioactualités l'a interrogé sur le thème de l'accaparement des terres.

bioactualités: Vous faites en Roumanie du courtage de terres agricoles pour des investisseurs, qu'est-ce qui vous y a amené?

Theo Häni: Je ne me contente pas de faire du courtage de terres pour des investisseurs, nous cultivons ces surfaces en bio et nous nous faisons certifier pour Bio Suisse. Nous avons été motivés par la quantité de terres agricoles en jachère et abandonnées dans ce pays immense et fertile.

Quelles sont à votre avis les conséquences des investissements pour le pays et les gens?



Photos: zvg

«Le fait que des États s'attribuent de grandes quantités de terrains est une nouvelle forme de colonialisme», trouve l'investisseur Theo Häni, qui considère que les investisseurs privés ne posent pas de problèmes.

Les Roumains ne croyaient plus aux possibilités de réussir dans l'agriculture et s'en sont détournés. Beaucoup s'étonnent maintenant que des entrepreneurs suisses et allemands investissent ici avec enthousiasme beaucoup d'argent dans l'agriculture. Ça les intrigue et en amène beaucoup à reprendre confiance dans leur propre agriculture. D'ailleurs le monde a besoin d'investisseurs comme nous: Nous reconstruisons les infrastructures et rendons les produits de nouveau commercialisables.

Vous promettez un investissement durable, comment pouvez-vous garantir cela?

L'agriculture biologique est la voie la plus sûre pour que les agriculteurs roumains réalisent un revenu. Et nos employés sont maintenant eux aussi des fans du bio. Cette méthode fait des émules.

Les bénéficiaires repartent du pays sous forme d'intérêts du capital. Est-ce que cela n'est pas un problème?

Il est impossible d'obtenir des investissements si on ne peut pas en tirer un certain rendement. Bon, les revenus cash ne sont pas particulièrement hauts en agriculture, mais le fait de cultiver les terres et l'augmentation des subventions augmentent leur valeur. Donc celle de l'actif acheté. La plupart des entreprises réinvestissent leur cash-flow dans le pays, par exemple dans de nouvelles infrastructures. Tant que le potentiel d'augmentation de la valeur se

maintient, la quantité de bénéficiaires réinvestis sur place dépasse celle qui s'exporte sous forme d'intérêts.

Que pensez-vous du problème mondial de l'accaparement des terres dénoncé par de nombreuses organisations de la société civile?

Il n'y a en principe pas de problèmes tant que ce sont des investisseurs privés qui achètent des terres. Car ils ne peuvent en profiter que s'ils en font quelque chose de sensé. Par contre, le fait que des États s'attribuent de grandes quantités de terrains est une nouvelle forme de colonialisme.

Vous possédez vous-même en Roumanie un domaine que votre fils et votre fille cultivent en bio. Quelle est l'importance de l'Europe de l'Est pour l'approvisionnement de la Suisse?

Il est possible de concrétiser en Roumanie des choses qui ne seraient sinon possibles qu'en Argentine ou au Paraguay. En Suisse, il est impossible de devenir agriculteur sans hériter une ferme de ses parents – ou alors pour un prix cinquante fois supérieur... pour un domaine vingt fois plus petit. D'un côté la Suisse est assez riche pour pouvoir acheter ses denrées alimentaires où elle veut, donc l'Europe de l'Est n'est pas importante pour elle. Et de l'autre côté je pense que la Suisse ferait mieux d'acheter ce qu'elle importe plutôt en Europe de l'Est qu'en Amérique du Sud ou en Chine.

Interview: Stephan Jaun

moins cher s'adjugeait le marché. Les producteurs ont par conséquent dû trouver sans cesse de nouvelles possibilités de réduire leurs coûts. Les dépenses pour l'alimentation sont donc passées de 45 pour cent du budget des ménages en 1945 à quelque 7 petits pour cent qui restent aujourd'hui, la consommation de calories par habitant augmentant en même temps depuis 1961 de 25 pour cent dans le monde entier.

Augmentation de la consommation des ressources

Des esprits critiques – dont les pionniers bio – ont cependant réalisé assez tôt que la consommation de ressources qui en décollait ne pouvait pas continuer comme ça. Le Club de Rome a ainsi montré en 1972 que, parmi d'autres facteurs, la surexploitation du sol et l'augmentation de la population mondiale conduiraient à l'effondrement du système actuel vers la moitié du 21^{ème} siècle. Les pronostics de pénuries faits ensuite par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont remis le sol cultivable au centre de l'intérêt des producteurs et investisseurs industriels. Dans l'Europe de l'Est maintenant accessible, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, des gouvernements et des privés à la recherche de devises appâtent les acheteurs et locataires internationaux, et les prix très bas des terres promettent de très hautes rentabilités. Et depuis l'explosion des prix des denrées alimentaires en 2008, les pays du Golfe et la Chine investissent de plus en plus dans les terres agricoles.

Des millions d'hectares accaparés

Le problème porte un nom: *land grabbing* – l'accaparement des terres. Son ampleur est gigantesque. Selon les estimations de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), des investisseurs étrangers ont acheté entre 2006 et 2009 jusqu'à 20 millions d'hectares de terres dans les pays du Sud, la FAO parlant de jusqu'à 33 millions d'hectares et les organisations de la société civile les plus critiques évoquant des chiffres beaucoup plus élevés. À titre de comparaison: La surface agricole utile de la Suisse s'élève à environ un million d'hectares.

Les organisations de la société civile critiquent le fait que l'achat des terres se transforme en accaparement problématique notamment à cause des droits fonciers inexistantes ou insuffisamment respectés. Et que souvent le droit coutumier



Angelica, Brésil, avril 2012: La firme Adecoagro, qui est en mains étatsunienne et argentine, va prochainement planter ce champ avec de la canne à sucre. La firme Adecoagro est un des plus grands producteurs de denrées alimentaires et d'agroéthanol en Amérique du Sud.

se trouve en conflit avec la jurisprudence officielle, ou que la corruption permet d'exclure les populations locales des négociations sur la vente ou la location des terres qu'elles cultivent depuis des générations. S'ensuivent alors transplantations ou même expulsions de villages entiers. Les grands projets de ce genre provoquent aussi un renchérissement des denrées alimentaires qui aggrave le problème de la faim.

Onze principes pour des investissements responsables

Le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, cite dans un rapport adressé au Conseil des droits de l'homme en 2010 onze principes pour des investissements responsables dans les terres agricoles. Le commerce des terres doit par exemple être totalement transparent et s'effectuer en impliquant les populations locales. Les gouvernements devraient aussi se doter de cadres légaux qui reconnaissent et protègent les titres fonciers des communautés locales. Les investisseurs devraient en outre choisir des méthodes de production qui respectent l'environnement.

Les investissements dans le secteur agricole des pays en voie de développement ne sont pas forcément mauvais

– tant que la population rurale locale en profite aussi. L'accaparement des terres profite par contre en général essentiellement aux investisseurs. Pour enrayer l'accaparement des terres il faut des discussions publiques, des protestations contre les transactions mises au jour et une protection légale des populations concernées par des organisations de la société civile.

sj



Selon Olivier de Schutter, le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, une législation équitable sur la propriété foncière est une condition importante pour imposer le droit à l'alimentation.